

Budget 2026 : l'ignominie doit être censurée !

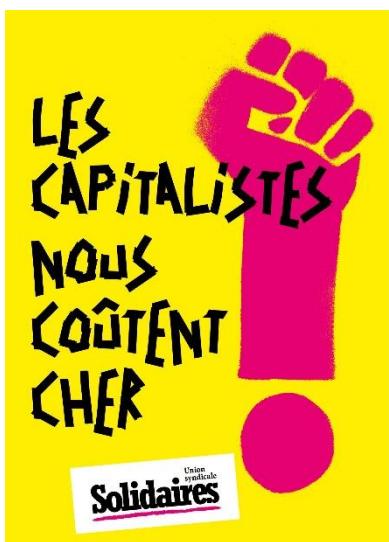
Depuis la nuit des temps, la barricade n'a que deux côtés. Dans le contexte budgétaire actuel, il y a des député-es qui soutiennent le budget quand d'autres décident de le rejeter en votant la censure. Tels sont les deux côtés. Dans cette perspective, en début de semaine dernière, notre syndicat a fait le choix de solliciter les trois député-es NFP (Godard, Hervieu, Pribetich) et le député LR (Brigand) de Côte-d'Or où nous leur indiquions « nous espérons un rejet par les faits de ce budget. Qu'importe si le gouvernement doit tomber ».

Plus de 35 milliards d'euros de crédits supprimés dans les services publics.

Seule la députée Hervieu a voté la première séquence des censures. Seul le député Pribetich a répondu par mail à notre organisation nous renvoyant à son communiqué de presse. Quant aux deux autres (Brigand et Godard), pas de son, pas d'image, c'est bien navrant pour un département qui prône le « 100% fibre ».

L'absence de réponse (ou l'inconséquence de celle reçue) démontre tout le mépris porté aux syndicats, aux corps intermédiaires dans leur ensemble et plus globalement aux travailleuses et aux travailleurs. Selon toute vraisemblance, les sièges rouges de l'Assemblée Nationale offrent un confort difficile à risquer et ne font que confirmer que « *c'est pas à l'assemblée, c'est pas à Matignon, c'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction* » ! Nous avons le sentiment d'un bond en arrière de 10 ans, au moment le sinistre « loi Travail ».

Aucune mesure de justice fiscale. Les riches se gognent toujours.



Si la députée Godard n'a pas pris soin de répondre à notre organisation syndicale, ce n'est peut-être pas qu'elle n'en n'avait pas envie, mais certainement parce qu'elle était trop occupée à écrire sa prise de parole pour justifier qu'une partie du groupe socialiste ne votera pas contre le budget en ne soutenant pas les motions de censure.

D'ailleurs, dans cette prise de parole, la députée Godard -on passe le moment où elle indique que « *l'Histoire* » se souviendra du courage du groupe PS, vérifique- indique que « *le conflit n'est pas le climat* ». **A cette affirmation, nous lui répondons que face à un tel budget, le climat est au conflit et que les traces laissées le seront pour longtemps !**

Création d'une nouvelle taxe de 50 euros pour accéder aux Prud'Hommes.

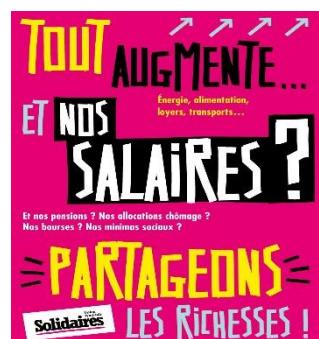
Enfin, pour la députée Godard, le soutien au budget 2026 s'explique par « la gouvernabilité de la France », tant pis si celle-ci écrase les précaires et les travailleuses.euses. Cette abjecte situation rappelle les mots de Stig Dagerman qui écrivait « *Je peux en conclure que le bourreau et la malheureuse jouissent de la même mort que le sage, et que la mort peut nous faire l'effet d'une consolation pour une vie manquée. Mais quelle atroce consolation pour celui qui voudrait voir dans la vie une consolation pour la mort !* ».

Rien qu'au cours de la journée du jeudi 22 janvier, notre syndicat à été saisi par 9 salarié-es pour de l'aide immédiate face à des licenciements abusifs ou à un licenciement foireux pour couvrir des difficultés financières d'une entreprise par exemple. Deux sollicitations concernaient plus particulièrement la situation de deux personnes dont les patrons ne versent plus les salaires depuis 2 et 4 mois ! **Depuis le début du mois de janvier, les sollicitations sont de plus en plus nombreuses démontrant l'extrême-précariisation du monde du travail. Pour répondre à cela que propose le budget 2026 ? Tout simplement de créer une taxe de 50€ (!) pour pouvoir saisir le Tribunal des Prud'Hommes. C'est-à-dire qu'on va demander à une personne dont le patron ne verse plus de salaire de devoir payer pour faire valoir ses droits auprès du Tribunal. Cette situation est dégueulasse, répugnante !** Celles et ceux qui soutiendront cette privation des droits devront porter une détestation des précaires, des travailleuses.eurs à leurs égards.

Baisse du budget alloué au Fonds Vert.

Dans notre adresse aux député-es de Côte-d'Or nous écrivions « *la France connaît un taux de pauvreté qui n'a jamais été aussi haut depuis 30 ans [...] ; nous le savons les budgets les plus impactés seront les budgets ministériels qui visent la jeunesse, la culture, le sport et plus globalement l'ensemble de la vie associative [...] c'est bien la cohésion sociale qui est attaquée de manière flagrante par ce budget* ». **Ce que nous voulons appuyer ici, c'est que la baisse hallucinante des crédits de l'écrasante majorité des ministères ainsi que la diminution importante des dotations aux collectivités vont avoir comme conséquence le licenciement d'une multitude de salarié-es du secteur associatif et la disparition de très nombreuses associations.**

Dans le courrier encore, nous notions qu'« *une baisse des moyens alloués à l'action publique réduit le périmètre de celle-ci et fait le lit de privatisations [...] ; Celles-ci présentent le risque d'offrir des prestations plus onéreuses, puisqu'il faut ajouter au coût de fonctionnement le bénéfice que l'entité privée voudra dégager [...] ; la privatisation est un transfert de la propriété publique (le patrimoine de toutes et tous) à des intérêts privés* ». Les coupes massives prévues pour les services publics vont



générer la suppression de certaines missions, la suppression d'emplois publics, un mal-être accru des agent-es et un éloignement de ces services des besoins de la population.

4000 postes de profs supprimés.

Toujours dans le courrier, nous indiquions qu'« *il ne convient pas de dénoncer l'extrême-droite pour lutter contre celle-ci, il convient d'agir de manière concrète. En l'occurrence, nous considérons que soutenir de fait ce budget en ne votant pas la censure, c'est renforcer la souffrance des précaires et des travailleuses.eurs, mais surtout renforcer la rejet de la classe politique et donc renforcer électoralement la crasse politique d'extrême-droite* ». Notre société a besoin de justice sociale, de solidarité, en aucun cas de mépris et d'exclusion.

Face à l'inconséquence de certain-es député-es ne tombons pas dans la résignation et le désespoir, n'acceptons pas l'attentisme, mobilisons-nous !

L'est pour cela que nous annonçons que notre organisation syndicale propose de se mobiliser, dans les prochains jours, dans le cadre d'une action pour s'opposer à un budget inique qui ne créera que de la violence sociale et une poussée de l'extrême-droite.

Nous donnerons bientôt de plus amples informations sur cette mobilisation !

Aussi, en attendant, nous invitons toutes les personnes à écrire massivement aux député-es concerné-es, à leur rendre visite et à obtenir le rejet de ce budget !

